

Le Télégramme

[Tribune] Ciaran : « Il faut être en mesure de vivre en autonomie complète au moins pendant 72 h »

Par Xavier Guilhou

Le 15 novembre 2023 à 21h00

Spécialiste international reconnu depuis 40 ans dans les domaines de la prévention des risques, du pilotage de crises, et l'aide à la décision stratégique, Xavier Guilhou livre son regard sur le passage de la tempête Ciaran en Bretagne et sur les enseignements à en tirer.



(Photo Le Télégramme)

Après Ciaran, comment faire face aux prochaines tempêtes ? Depuis 1999, le pays s'est doté de véritables systèmes d'alertes et de capacités d'intervention rapide pour faire face à des événements « hors cadres » comme la tempête Ciaran. En revanche, les retours d'expérience menés au fil des années par tous nos dispositifs nationaux, les grands groupes, les échelons départementaux voire les grandes agglomérations, ne sont pas descendus au niveau local et encore moins au niveau de la population.

La situation est très différente lorsque l'on vit en outre-mer mais aussi dans des pays occidentaux très exposés aux crises climatiques. Dans toutes ces contrées, il y a une éducation des populations et un travail d'information et de prévention qui sont assumés par les collectivités territoriales. Il suffit de prendre le temps d'écouter les naufragés de cette tempête pour voir combien les populations sidérées ne sont pas préparées et attendent toujours des miracles des niveaux supérieurs.

Pourtant, des démarches simples pourraient permettre de faire face à ces événements qui se reproduiront inévitablement. Quand tout est cassé, il faut être en mesure de vivre en autonomie complète au moins pendant 72 h, voire plus si on est en situation isolée, le temps que les niveaux d'intervention nationaux ou régionaux puissent réellement intervenir à notre profit. Cela signifie qu'il faut s'organiser avec une approche décentralisée qui part de l'individu, de sa communauté de vie pour remonter vers les réseaux vitaux, voire l'État, et pas l'inverse. Il faut assumer le risque !

“Nous pourrions engager des initiatives similaires chez nous au niveau local, quartier par quartier, rue par rue et au niveau de chacun en se demandant ce que l'on peut faire par nous-mêmes et pour les autres avant de se demander ce que l'État peut faire pour nous dans ce type de situation.”

Pour prendre l'exemple des États-Unis, c'est une éducation qui commence lors du barbecue hebdomadaire qui réunit les habitants d'un quartier ou d'un immeuble. Cela peut prêter à sourire mais on apprend à se connaître et on sait rapidement qui a un groupe électrogène, des tronçonneuses, des moyens lourds et qui est compétent sur ces questions vitales qui sont celles de l'énergie, des télécoms et surtout des soins. Le recensement est ainsi fait au travers d'un pilotage qui est parfaitement connu des responsables locaux et des réseaux vitaux. Ces postures et capacités sont testées au travers d'exercices réguliers. Ce ne sont certes que des mesures de bon sens mais qui sont de l'ordre de l'acte réflexe (voir les enseignements du cyclone Katrina, en 2005).

Nous pourrions engager des initiatives similaires chez nous au niveau local, quartier par quartier, rue par rue et au niveau de chacun en se demandant ce que l'on peut faire par nous-mêmes et pour les autres avant de se demander ce que l'État peut faire pour nous dans ce type de situation. Dans notre Bretagne, nous n'avons pas forcément cette tradition anglo-saxonne du barbecue mais nous avons, avec nos fest-noz et nos pardons, au niveau local, voire la pratique des repas des voisins dans nos quartiers, le même potentiel d'écoute et de partage qui se révèle chaque fois essentiel face à du « hors-cadre ».

Au-delà de cette responsabilisation indispensable de chacun d'entre nous, il reste la question de l'aménagement durable de notre territoire et des niveaux d'exposition de nos populations à des risques majeurs, notamment au travers des PLU... Dans l'immédiat, la question de la sécurisation et du durcissement de nos réseaux vitaux (enfouissement des câbles, batteries des antennes GSM, qualité de l'eau) doit redevenir prioritaire si nous ne voulons pas réitérer sans cesse ce type de désastre collectif.